

LHLAB / L'ACCES EGAL DE TOUS A L'ENERGIE PEUT-IL ETRE PRESERVE EN PERIODE D'INVESTISSEMENT MASSIF?

NOTE DE CADRAGE

Dès le premier **LH**lab de l'économie positive, Henri Lachman avait pointé l'impérieuse nécessité de se réappropriier collectivement le temps long. Il pointait comme exemple des déviances du capitalisme financier le fait qu'un titre du CAC 40 était détenu en moyenne 7 ans dans les années 1980, quand il change de main désormais tous les trimestres. Cette urgence permanente pénalise l'ensemble des secteurs économiques, mais elle doit être prise avec encore plus de considération concernant l'un des plus précieux biens communs de l'humanité : l'énergie. En effet, les mécanismes liés au changement énergétique s'inscrivent dans un calendrier très peu compatible avec le temps médiatique et assez difficilement avec le temps politique, si l'on prend ce dernier dans son acception électorale. En effet, lorsqu'on parle des nouveaux réseaux européens de l'énergie, ou d'interconnexion, l'échelle de temps (au sens du moment où les bénéfices seront visibles) se situe à 40 ans, soit 8 quinquennats...

In fine, ceci pousse trop souvent à négliger les questions de solidarité énergétique, à l'intérieur des pays mais surtout à un échelon plus large - continental. En outre, cela empêche un véritable renouvellement d'une offre plus respectueuse de l'environnement et enfin cette urgence permanente dilue les responsabilités entre les différents acteurs, complexifiant la bonne gouvernance quand l'évidence veut que des solutions existe à chaque échelon. D'où le sentiment d'impasse actuelle face aux pourtant nécessaires changements à long terme pour repenser la solidarité énergétique dans nos démocraties.

A la manière d'un mini Grenelle, ce **LH**lab réunit, pour éclairer les grands contours de solutions pour un changement à long terme :

- + **Cédric Baecher**, Directeur associé de Nomadéis - Cabinet de conseil indépendant, spécialisé en environnement, développement durable et coopération internationale
- + **Marcel Boiteux**, Président d'honneur d'EDF et Membre de l'Institut
- + **Lucas Chancel**, Chercheur Croissance et prospérité, Institut du Développement Durable et des Relations Internationales
- + **Jean-Marie Chevalier**, Professeur émérite, Université Paris-Dauphine, Senior Associé à IHS-CERA
- + **Partice Geoffron**, Professeur, Université Paris-Dauphine, Directeur du Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières
- + **Andreas Gorgen**, Directeur du secteur Energie France, Siemens SAS
- + **Arnaud Gossement**, Avocat au barreau de Paris spécialiste du droit de l'environnement
- + **Christian Pierret**, Ancien Ministre de l'Industrie et de l'Energie, Maire de Saint-Dié-des-Vosges et Président de la Fédération des Villes Moyennes,
- + **Bruno Rebelle**, Directeur Général de Transitions - Agence conseil en développement durable & membre du Comité de pilotage du débat national sur la transition énergétique

Le but de ce moment d'échanges est d'entendre ces voix distinctes pour confronter théorie et pratique et arriver à quelques préconisations pratiques, ambitieuses et réalistes.

D'où les questions qui doivent nous animer :

- + Dans un premier temps : quels sont les leviers à actionner pour repenser la solidarité énergétique ? Développer un mix énergétique plus large (avec les renouvelables), réguler d'avantage la production et la distribution d'énergie ?

- + Dans un second temps, comment prendre le pari du temps long d'un point de vue industriel ? Attendu que l'actualité pousse donc un ultra court termisme, y a t-il des périls à venir sur le plan énergétique et corollaire, y a t-il des changements de caps industriels à embrasser ?

- + Troisième temps, comment les puissances publiques doivent-elles s'accaparer le long terme ? A t-on des exemples d'autres pays du monde qui ont récemment modifié leur politique énergétique pour assurer leur pérennité à long terme et en conciliant l'avenir du long terme (cela sera l'occasion d'aborder la politique américaine avec le gaz de schiste)

- + Dernier temps d'échange, quel est l'échelon le plus pertinent pour mener une politique de l'énergie : pour l'heure, ces politiques sont principalement étatiques. Faut-il aller vers une Europe de l'énergie ? A contrario, sur quels secteurs ou quelles actions faudra-t-il redonner plus de poids aux actions locales ?